

Israël : surtout pas deux états, Israël doit rester le seul état sur ses terres !

écrit par Christine Tasin | 16 janvier 2017



Beaucoup de bruit pour rien. Enfin, pas pour rien, le but avoué était de mettre, une fois de plus, Israël au ban des nations, comme nous l'avons montré dans plusieurs articles ces derniers temps.

<http://resistancerepublicaine.com/2017/01/04/attention-minable-premier-organise-une-nouvelle-conference-sur-le-probleme-palestinien-la-solution-finale-pour-israel/>

<http://resistancerepublicaine.com/2017/01/05/15-janvier-hollande-assene-un-coup-terrible-aux-juifs-francais-a-la-france-et-a-israel/>

<http://resistancerepublicaine.com/2017/01/09/je-suis-avec-vous-juifs-israeliens-et-je-le-montre-en-ecrivant-a-votre-ambassadeur-en-france/>

<http://resistancerepublicaine.com/2017/01/14/demain-a-paris-la-honteuse-conference-organisee-par-hollande-pour-tuer-israel/>

Le résultat ? Une conférence qui va coûter cher au contribuable français, une fois de plus. Après la COP21 de

décembre dernier, la conférence d'hier aura eu, forcément, un coût en hébergement et alimentation des invités dans les ors de la République dont on n'a pas idée... Si vous ajoutez à cela la sécurité mobilisée, les chauffeurs et autres employés mobilisés toute la journée, il y avait là sans doute de quoi faire vivre quelques familles pendant 20 ans...

Et pour quoi ? Rien. Israël avait prévenu que rien ne se ferait sans eux et on ne voit pas comment un Minable Hollande avec ses amis musulmans pourrait contraindre Nétanyahou de signer leur texte inepte. D'autant plus que Trump ne marchera pas dans la combine et ne signera rien.

Parce que deux états c'est la mort pour Israël, assurément. Israël est bien placé pour le savoir.

Les musulmans ne veulent pas un pays pour des « Palestiniens », ils veulent que l'état juif disparaisse corps et bien. C'est simple.

Et il en a été ainsi depuis 1400 ans. Que croyez -vous ?

Considérez l'histoire du monde, l'exemple de l'Inde, par exemple.

L'Inde se déchire ? Une partition, une séparation est décidée, le Pakistan pour les musulmans, l'Inde pour les autres... Quelques dizaines d'années après, quelle est la situation ? L'Inde se débat sous une immigration musulmane et ses revendications communautaristes à nouveau... L'Inde pourra calmer le jeu quelques années en se séparant à nouveau d'une portion de son territoire... d'un nouveau Pakistan. Et rebelote pour une immigration musulmane qui viendra à nouveau ronger l'Inde et la conquérir, petit bout par petit bout.

Il en est de même pour Israël, condamné à refuser tout dialogue, toute cession de territoire à ses ennemis qui ne pensent qu'à sa disparition, comme Mahmoud Abbas le reconnaissait encore il y a à peine une année.

Israël est déjà menacé par ses ennemis de l'intérieur, arabes israéliens et gauchistes bobos, risquant d'être vaincu à terme par la démographie musulmane sur son propre territoire, sauf à interdire l'islam et expulser tous les musulmans, seule façon de se protéger... Même eux, les plus exposés, les plus menacés directement chaque jour n'osent pas, c'est terrifiant.

Alors, les compte-rendus insipides des medias officiels... Aucun intérêt.

Bilan en demi-teinte pour la conférence de Paris sur le Proche-Orient

Certes la France a réussi dimanche à mobiliser la communauté internationale au soutien à la solution des deux États, mais l'absence d'Israël et de l'Autorité palestinienne, ainsi que la nécessité de faire endosser une déclaration commune par des acteurs extrêmement divers, marquent les limites de cette initiative diplomatique.

Correspondant à Jérusalem

Ils étaient plus de soixante-dix sur la photo – et celle-ci illustre assez bien le bilan contrasté de la conférence de Paris sur le Proche-Orient. D'un côté, la France peut se féliciter d'avoir remobilisé la communauté internationale au soutien de la solution des deux États, alors que l'horizon tracé par les accords d'Oslo menace de disparaître. «Cette initiative, c'est d'abord une alerte», a expliqué François Hollande. Mais l'absence des deux principales parties concernées, ainsi que la nécessité de faire endosser une déclaration commune par des acteurs aussi divers que les États-Unis, la Russie, les principaux pays européens ou les grands États arabes, en signent aussi l'échec relatif. Contrairement à ce que Laurent Fabius espérait en présentant l'effort français il y a tout juste un an, celui-ci n'aura pas permis de progresser de façon significative sur le chemin de la paix.

Le communiqué adopté dimanche après huit heures de discussions réaffirme le soutien de la communauté internationale à la recherche d'une solution au conflit basée sur le principe de «deux États vivant en paix et en sécurité». «La base ce sont les frontières de 1967 et les grandes résolutions des Nations unies», a résumé Jean-Marc Ayrault. Le texte mentionne les principales décisions prises depuis cinquante ans par le Conseil de sécurité, de la résolution 242 adoptée au lendemain de la guerre de juin 1967, à la [2334, votée au grand dam d'Israël le 23 décembre](#). Il fait par

ailleurs référence aux paramètres définis par le secrétaire d'État John Kerry dans son discours du 28 décembre, ainsi qu'au rapport publié en juillet 2016 par le Quartet (États-Unis, Russie, Union européenne et Nations unies).

« Les mesures sur lesquelles nous travaillons ne vont pas subitement pousser les parties à négocier demain. Mais l'accompagnement international, le plus sincère et désintéressé possible, compte. »

Jean-Marc Ayrault

Comme cela avait été fait lors de la réunion préparatoire du 3 juin dernier, la conférence de Paris a souligné la nécessité de proposer des incitations aux Israéliens et aux Palestiniens afin de les aider à trouver un accord sur les principaux nœuds du conflit (frontières, statut de Jérusalem, question des réfugiés et sécurité). «Nous ne nous faisons pas d'illusion, a reconnu Jean-Marc Ayrault, et les mesures sur lesquelles nous travaillons ne vont pas subitement pousser les parties à négocier demain. Mais l'accompagnement international, le plus sincère et désintéressé possible, compte.»

Les participants ont aussi appelé Israéliens à Palestiniens à s'abstenir de mesures unilatérales susceptibles de modifier les équilibres sur le terrain. **Mais elles n'ont pas défini, en l'absence de pourparlers, de mesures concrètes** par lesquelles les parties pourraient préserver la faisabilité de la solution des deux États ou même avancer sa mise en œuvre.

Mise en garde sur le transfert de l'ambassade américaine en Israël

Les Palestiniens se sont immédiatement félicités des conclusions de la conférence, le numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Saëb Erakat estimant qu'elle avait «souligné la nécessité de mettre fin à l'occupation israélienne».

Benjamin Nétanyahou, qui a constamment rejeté l'initiative française, a dénoncé dimanche «une conférence futile». Il a prévenu par une allusion transparente à l'entrée en fonction imminente de Donald Trump, dont il attend visiblement une attitude plus complaisante: **«Nous vivons les derniers feux d'un monde ancien. Demain sera différent».** Le ministre des Affaires étrangères a lui déclaré à Jérusalem que «cette conférence internationale et les résolutions de l'ONU ne font qu'éloigner les perspectives de paix car elles encouragent les Palestiniens à refuser des

discussions directes avec Israël».

François Hollande a implicitement répondu en prévenant: «La naïveté, ce serait de croire que le rapprochement entre Israël et ses voisins peut se faire sans la paix avec les Palestiniens». Jean-Marc Ayrault, rappelant que le premier ministre israélien a refusé de venir prendre connaissance avec Mahmoud Abbas des conclusions de la conférence, a pour sa part indiqué: «Je suis prêt à faire le déplacement aussi rapidement que possible pour porter aux Israéliens et aux Palestiniens le message sincère de la communauté internationale».

La Grande-Bretagne a elle exprimé des «réserves» vis-à-vis de la Conférence et n'en a pas signé le communiqué final, un refus interprété comme reflétant la volonté de Londres de rester proche de la prochaine administration américaine.

Le [possible déménagement de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem](#), promis par Donald Trump durant sa campagne et craint par les Palestiniens, était dimanche dans tous les esprits. S'exprimant en marge de la conférence, Jean-Marc Ayrault a estimé qu'un tel geste serait «une provocation» susceptible d'être «extrêmement lourde de conséquences». Certains pays arabes ont tenté, en vain, de faire en sorte que le communiqué final mette en garde la prochaine Administration contre une telle initiative. De son côté, John Kerry s'est félicité dimanche d'un texte «équilibré». Il aurait appelé Benyamin Nétanyahou depuis Paris afin de l'assurer qu'il ferait de son mieux pour adoucir les termes de cette déclaration, et qu'il veillerait à ce que celle-ci ne débouche pas sur une nouvelle résolution des Nations unies. La France travaillerait de son côté à ce que les conclusions adoptées à Paris soient endossées dès ce mardi par la présidence du Conseil de sécurité.

<http://www.lefigaro.fr/international/2017/01/15/01003-20170115ARTFIG00176-bilan-en-d-emi-teinte-pour-la-conference-de-paris-sur-le-proche-orient.php>

Proche-Orient : une conférence pour rien à Paris ?

Paris vient d'organiser une conférence pour la paix au Proche-Orient, mais en l'absence de représentants de la Palestine et d'Israël.

Une [conférence pour la paix au Proche-Orient](#) se tenait à Paris ce week-end du 14 et 15 janvier à Paris. Que va-t-il en sortir ? « Cette conférence a déjà permis de

remettre à l'agenda international le conflit israélo-palestinien qui était oublié depuis deux ans », explique Emmanuelle Lagarde, en direct du 15e arrondissement de Paris.

Donald Trump dans le viseur

Aujourd'hui, ce dimanche 15 janvier, 70 pays se sont mis d'accord pour redire que **selon eux, il n'y avait pas de paix possible sans deux États indépendants.** « Si cette conférence trouve un écho particulier, c'est parce qu'elle intervient cinq jours seulement avant la prise de fonction de Donald Trump. Et le nouveau président américain affiche des positions très pro-israéliennes », ajoute la journaliste, précisant qu'il avait l'intention de déplacer l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem.

http://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/proche-orient-une-conference-pour-rien-a-paris_2019826.html